

Contre les franchises médicales, pour l'accès aux soins pour tous

Le débat à l'assemblée nationale pour la mise en place des franchises médicales commence le 22 octobre dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS).

Les franchises médicales mettent l'existence d'un système solidaire où « *chacun cotise selon ses moyens et que chacun utilise selon ses besoins* ».

Malades, Non coupables !

Combattre les franchises médicales c'est refuser que les « *malades paient pour les malades* », c'est refuser que les plus démunis soient exclus du système de santé.

La Sécu en danger !

Au moment où le gouvernement s'apprête à réformer le financement de la sécurité sociale, à mettre en place la « TVA sociale », l'heure est à la défense de la sécurité sociale pour permettre l'accès aux soins pour tous sans restriction par le fric !

le collectif national d'associations, de syndicats, de partis « *contre les franchises médicales, pour l'accès aux soins pour tous* » appelle à une nouvelle journée nationale d'action le 24 octobre 2007 qui se traduira à Lille par :

un rassemblement

**18 h place de la République à Lille
le mercredi 24 octobre 2007**

signataires : Aides 59/62, Ligue des Droits de l'Homme, ATTAC , FSU, SNES/ FSA, Union syndicale Solidaires, SUD santé Sociaux 59/62, SDEN CGT 59, Union syndicale de la Psychiatrie, CNT 59/62 , Verts Nord NPDC, Jeunes Verts, les Alternatifs, LCR 59/62 ,CFDT Lille, PCF Nord, CSP 59, Coordination Communiste 59/62, PRS 59-62 , UFAL Lille , UNSA EPSMAL, AC Nord Pas de Calais, PS, Nouveau Planning familial Lille...

Ce rassemblement se conclura par une remise de pétitions en préfecture. Centralisation des pétitions : « **association Aides** », **109 rue du Molinel à Lille** ou remettre à une **des organisations signataires**.

Pétition contre les franchises médicales et pour l'accès aux soins pour tous !

« FRANCHISE » SUR LES SOINS : L'ASSURANCE MALADIE SOLIDAIRE EN DANGER

Nicolas Sarkozy a annoncé la création de franchises médicales au prétexte de financer les plans « cancer et Alzheimer)..

Plus ça va plus on fait payer les malades : Déremboursements incohérents, augmentation du « ticket modérateur » sur des soins courants, généralisation des dépassements tarifaires pour les médecins spécialistes, invention du forfait de 1€ par acte de soins ou de biologie, du forfait de 18 euros sur les actes supérieurs à 91€, l'actuelle majorité a multiplié les atteintes à la prise en charge solidaire des soins.

Nous, salariés, professionnels de santé, acteurs du monde associatif ou médico-social, universitaires, représentants des usagers et/ou usagers du système de santé dénonçons les RISQUES MAJEURS D'UNE TELLE FRANCHISE :

Franchise = Régression sociale : Dans son principe même une franchise d'un montant identique pour tous « pèsera » différemment selon les revenus. **C'est la fin des principes fondateurs de la Sécurité Sociale**, d'un système d'assurance maladie solidaire dans lequel chacun cotise selon son revenu, reçoit selon ses besoins et qui protège, équitablement, les individus en bonne santé et les malades, sans les culpabiliser. On quitte la logique de la solidarité pour celle de l'assurance privée.

Franchise = Menace sur l'accès aux soins des plus modestes : Dans une France où vivent plus de 3 millions de chômeurs et 7 millions de « travailleurs pauvres », 100 € de soins de santé non remboursés ce n'est pas rien... Et ce sont eux qui seront les premières victimes de la franchise si jamais elle voit le jour. La franchise, c'est la remise en cause de ce progrès social et sanitaire évident qu'avait été la création de la CMU.

Franchise = Menace sur l'accès aux soins primaires et la santé publique : Pour les « gros consommateurs », c'est-à-dire les patients atteints de maladies lourdes, il n'y aura pas le choix : il faudra payer. Mais au-dessus du montant de la franchise, ce sera sinon gratuit du moins « comme avant ». La cible de cette mesure ce sont surtout les petits ou moyens consommateurs qu'il faut dissuader de se faire soigner pour des maladies apparemment moins sévères (celles qui, non soignées, peuvent justement s'aggraver) et bien évidemment pour les actes de prévention que l'on croit toujours pouvoir « reporter » à plus tard. L'inverse d'une politique cohérente de santé publique.

Franchise = Remise en cause du « tiers payant » : Les professionnels de santé ne pouvant savoir si le montant de la franchise a, ou non, déjà été acquitté, les patients devront systématiquement faire intégralement « l'avance de frais ». Ce qui constituerait un obstacle supplémentaire à l'accès aux soins des plus modestes.

Franchise = Porte ouverte à l'escalade : Nicolas Sarkozy ne s'en est pas caché, cette franchise sera « **modulable** » c'est-à-dire que « *si les dépenses augmentent et si le déficit augmente on pourrait augmenter le montant* », et comme les dépenses augmenteront, inéluctablement, la franchise augmentera, non moins inéluctablement, et avec elle augmentera la gravité de ses effets pervers. **Le forfait hospitalier était à 3 € en 1983 il est aujourd'hui à 18 €. La franchise n'est que le premier volet des remises en causes annoncées de la sécurité sociale par Sarkozy pour le 1^{er} semestre 2008.**

Nous refusons les remises en causes de la sécu et l'instauration d'une telle « FRANCHISE », socialement injuste, économiquement inefficace et dangereuse pour la santé publique.

Nous réclamons l'accès aux soins pour tous.

Nom Prénom	Adresse	Profession	Signature

Pétition unitaire à remettre à une des organisations signataires pour dépôt en préfecture le 24 octobre ou remettre à Aides :109 rue du Molinel à Lille